



Conséquences de la crise ukrainienne sur les budgets et sur les politiques de défense des pays européens

*Les événements récents en Ukraine ainsi que l'annexion de la Crimée par la Russie, renouvellent la **perception de la menace russe par les pays européens**. Alors que la plupart d'entre eux sont soumis à de lourdes contraintes budgétaires, la question des **conséquences de la crise ukrainienne sur les politiques de défense européennes** se pose.*

A l'Est, une hausse des budgets et une mobilisation dans l'urgence

A la lumière de la crise ukrainienne, plusieurs pays d'Europe de l'Est et du Nord engagent des **investissements supplémentaires** dans le secteur de la défense. En outre, plusieurs Etats européens renouvellent leur engagement à consacrer dans le futur 2% de leur PIB à la défense nationale, tel que demandé par l'OTAN. Ainsi, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie et la Hongrie mais aussi les pays Baltes, la Finlande et la Suède relancent la modernisation de leurs forces à travers notamment l'achat de matériel militaire mais aussi à travers la multiplication d'exercices interalliés.

La Pologne, prévoit d'accroître sa flotte d'hélicoptères, via notamment l'acquisition de 6 unités de lutte anti-sous-marin et de 48 unités de transport.

La Suède compte accroître ses capacités de combat à travers l'acquisition entre autres de missiles de croisière pour sa flotte aérienne.

Certains Etats créent des partenariats bilatéraux en vue de la mise en place d'**achats groupés**. Ainsi la Suède et la Norvège ont récemment passé une commande conjointe de plusieurs dizaines de véhicules militaires blindés multi-rôle (*VMBM*) allemands.

Outre leurs efforts financiers, la plupart des Etats Est européens renforcent leur **coopération multilatérale** en s'appuyant sur des partenariats stratégiques.

Le **partenariat « Visegrad Group »** ou « *V4* » regroupant la Pologne, la Hongrie, la République Tchèque et la Slovaquie autour de projets de coopération politique et culturelle communs, semble prendre, depuis le début de la crise, les couleurs d'un partenariat militaire. Pour preuve, ils multiplient les déclarations publiques conjointes en réaction aux événements ukrainiens.

De même, l'Estonie a exprimé ouvertement son souhait de rejoindre le système de Défense aérienne et antimissile intégrée de l'OTAN (*NATINAMDS*).

A l'Ouest, une absence d'inflexion budgétaire mais des réactions diplomatiques

La mobilisation sans précédent des pays de l'Est face à la menace russe non loin de leurs frontières ne trouve pas le même écho à l'ouest. Les principales puissances militaires européennes n'ont ainsi pas revu leurs budgets de défense malgré les événements en Ukraine et **préfèrent la solution politique à la solution militaire**.

En ce sens les responsables politiques européens **sanctionnent Moscou** à plusieurs niveaux.

Tout d'abord politiquement, en suspendant l'organisation du sommet du G8 de Sotchi ils préfèrent se réunir à Bruxelles sans la Russie et décident d'annuler le sommet UE-Russie. De plus, ils adoptent des sanctions contre des responsables politiques russes et ukrainiens ainsi que contre des dirigeants de la Crimée, tenus responsables de violences ou ayant porté atteinte à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Un total de 119 personnes sont ainsi interdites de visas et ont vu leurs avoirs gelés, tandis que 23 entités sont sujettes à un gel de leurs avoirs.

Economiquement, l'Union Européenne prohibe l'importation et l'exportation d'armes, de matériels de guerre et de matériels assimilés, des biens à double usage tout comme des techniques de pointe sensibles destinées à certains projets d'exploration et d'exploitation pétrolière. En outre, des restrictions commerciales en matière d'investissement ont été mises en place dans des secteurs clé comme l'énergie, les télécommunications et l'exploitation gazière et pétrolière. De plus, une série de sanctions a été mise en place à l'encontre de cinq grandes banques russes tout comme à l'encontre de grandes compagnies énergétiques ou de défense.

Quant à la **France**, **les événements ukrainiens ne provoquent pas d'inflexion budgétaire**, l'Etat poursuivant sa politique programmée. Ainsi le gel budgétaire annoncé en 2013 ne sera pas altéré alors que les restructurations pour l'année 2015 auront lieu comme prévu.

Des événements ukrainiens, il en résulte donc une Europe à deux vitesses.

A l'Est ainsi qu'au Nord, les Etats lancent ou accélèrent des processus de réarmement. Faute de moyens ou de matériels disponibles dans l'immédiat, les mutualisations capacitaires bilatérales ou multinationales se multiplient pour créer un « mur de Schengen militarisé ».

En parallèle, à l'Ouest, se sentant éloignées de la menace russe et bénéficiant de systèmes de défense plus développés, les grandes puissances européennes ne semblent pas changer de politique.